CONVOCAATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal est convoqué le mercredi 20 mars 2013 à 18 h 30 pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Organisation du temps scolaire : réforme des rythmes scolaires
- Autorisation à défendre devant le Tribunal de Grande Instance

Val-des-Prés, le 14 mars 2013
Le Maire, René SIESTRUNCK

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2013

L'an deux mil treize et le vingt mars à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur René SIESTRUNCK, Maire.

Présents : Mmes Thérèse AIMARD-FOSSE, Ariane TOUSSAINT, MM. Thierry AIMARD, Alain BLOCH-TREFOUSSE, Jean-Louis GONON, Emile ROMAN, André ROULET, René SIESTRUNCK

Procuration : Mme Inès GALLO à Mme Thérèse AIMARD-FOSSE

Secrétaire : M. Jean-Louis GONON est nommée secrétaire de séance

Organisation du temps scolaire : réforme des rythmes scolaires

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents et représentés (2 abstentions : MM. Jean-Louis GONON et André ROULET) :

- décide de mettre en œuvre la réforme des rythmes scolaires dès la rentrée 2013 pour le regroupement pédagogique Val-des-Prés/Les Alberts-Montgenèvre. Il regrette toutefois que l'aide apportée par l'Etat n'aille pas au-delà de l'année scolaire 2013-2014, car ces nouvelles charges pèseront sur les finances communales.
- autorise le Maire à signer un avenant à la convention avec la commune de Montgenèvre pour la répartition du solde des charges.

Autorisation à défendre devant le Tribunal de Grande Instance de Gap

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents et représentés :

- autorise le Maire à défendre la commune dans l'affaire l'opposant à madame Mariette SENTENAC-MARGRAFF, qui demande d'obtenir une servitude de passage sur les parcelles communales C 15 et C 1174 afin de desservir sa parcelle C 31.
- désigne Maître TERTIAN pour représenter la commune devant le Tribunal de Grande Instance de Gap,
- sollicite l'assistance juridique des assurances GROUPAMA.

Val-des-Prés, le 27 Mars 2013
Le Maire, René SIESTRUNCK

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VAL-DES-PRES
Séance du 20 Mars 2013

Nombre de Conseillers :

en exercice : 9

présents : 8

votants : 9

Date de la convocation :

14 Mars 2013

Date d'affichage :

14 Mars 2013

L'an deux mil treize et le vingt mars à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur René SIESTRUNCK, Maire.

Présents : Mmes Thérèse AIMARD-FOSSE, Ariane TOUSSAINT, MM. Thierry AIMARD, Alain BLOCH-TREFOUSSE, Jean-Louis GONON, Emile ROMAN, André ROULET, René SIESTRUNCK

Procuration : Mme Inès GALLO à Mme Thérèse AIMARD-FOSSE

Secrétaire : M. Jean-Louis GONON est nommée secrétaire de séance

OBJET : Organisation du temps scolaire : réforme des rythmes scolaires

Monsieur le Maire rappelle le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ainsi que la circulaire n° 2013-017 du 6 février 2013 relative à l'organisation du temps scolaire dans le 1^{er} degré et des activités pédagogiques complémentaires. La réforme des rythmes scolaires a été mise en œuvre pour répartir les heures de classe sur la semaine de façon à respecter les rythmes naturels d'apprentissage et de repos des enfants et ainsi favoriser la réussite de tous à l'école primaire.

La nouvelle organisation du temps scolaire prévoit toujours 24 h d'enseignement hebdomadaire mais répartis sur 9 demi-journées. Les élèves pourront accéder à des activités culturelles, artistiques ou sportives et demeureront pris en charge jusqu'à l'heure actuelle de fin de la classe si leurs parents le souhaitent. Ces activités périscolaires seront organisées par les collectivités territoriales.

La mise en œuvre de la réforme est prévue à la rentrée scolaire 2013, avec possibilité d'un report à la rentrée 2014. Le projet de loi prévoit la création d'un fonds spécifique destiné à aider les communes qui décideront de mettre en œuvre la réforme dès la rentrée 2013. Elles se verront allouer une dotation forfaitaire de 50 € par élève.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents et représentés (2 abstentions : MM. Jean-Louis GONON et André ROULET) :

- décide de mettre en œuvre la réforme des rythmes scolaires dès la rentrée 2013 pour le regroupement pédagogique Val-des-Prés/Les Alberts-Montgenèvre. Il regrette toutefois que l'aide apportée par l'Etat n'aille pas au-delà de l'année scolaire 2013-2014, car ces nouvelles charges pèseront sur les finances communales.
- autorise le Maire à signer un avenant à la convention avec la commune de Montgenèvre pour la répartition du solde des charges.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
René SIESTRUNCK

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VAL-DES-PRES

Séance du 20 Mars 2013

Nombre de Conseillers :

en exercice : 9

présents : 8

votants : 9

Date de la convocation :

14 Mars 2013

Date d'affichage :

14 Mars 2013

L'an deux mil treize et le vingt mars à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur René SIESTRUNCK, Maire.

Présents : Mmes Thérèse AIMARD-FOSSE, Ariane TOUSSAINT, MM. Thierry AIMARD, Alain BLOCH-TREFOUSSE, Jean-Louis GONON, Emile ROMAN, André ROULET, René SIESTRUNCK

Procuration : Mme Inès GALLO à Mme Thérèse AIMARD-FOSSE

Secrétaire : M. Jean-Louis GONON est nommée secrétaire de séance

OBJET : Autorisation à défendre devant le Tribunal de Grande Instance de Gap

Monsieur le Maire informe que madame Mariette SENTENAC-MARGRAFF intente un procès à la commune devant le Tribunal de Grande Instance de Gap pour obtenir une servitude de passage sur les parcelles communales C 15 et C 1174 afin de desservir sa parcelle C 31.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents et représentés :

- autorise le Maire à défendre la commune dans cette affaire,
- désigne Maître TERTIAN pour représenter la commune devant le Tribunal de Grande Instance de Gap,
- sollicite l'assistance juridique des assurances GROUPAMA.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
René SIESTRUNCK